

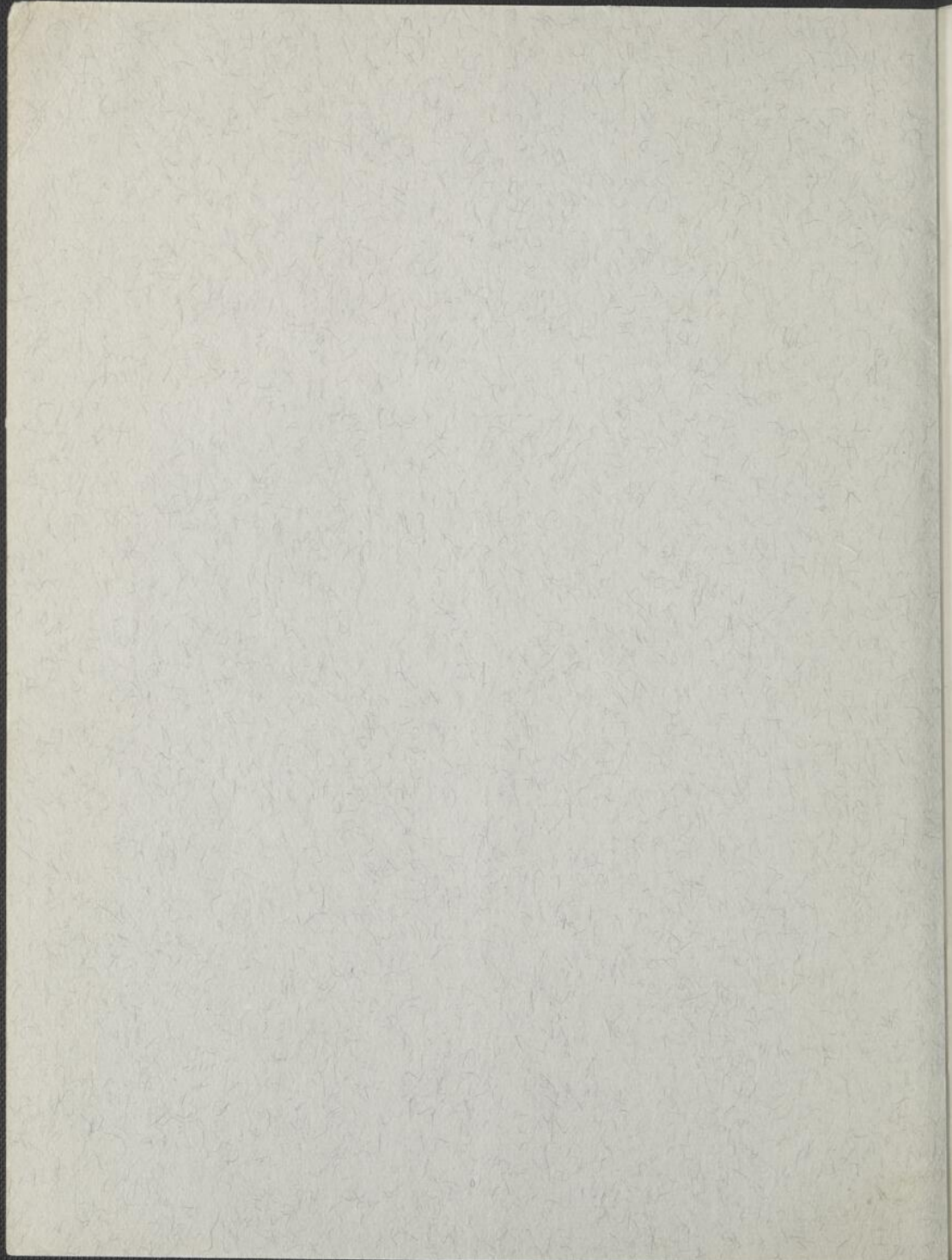
**LES RAVAGES DU PRETENDU
REGIME CONSTRUCTIF
TASCHEREAU-GODBOUT**

**CAUSERIE RADIODIFFUSEE PAR LES POSTES
DU RESEAU "CANADA-FRANCAIS",
LE 31 JUILLET 1936.**

**FORMIDABLE REQUISITOIRE DU
DR. PHILIPPE HAMEL CONTRE LE REGIME
"TASCHEREAU-GODBOUT".**

**LISEZ CES FAITS AVEC UNE INTELLIGENCE LIBRE
DE TOUT ESPRIT DE PARTI.**

**PERISSENT LES PARTIS, S'IL LE FAUT,
MAIS SAUVONS LA PROVINCE !**



LES RAVAGES DU PRETENDU
REGIME CONSTRUCTIF
TASCHEREAU-GODBOUT

CAUSERIE RADIODIFFUSEE PAR LES POSTES
DU RESEAU "CANADA-FRANCAIS",
LE 31 JUILLET 1936.

FORMIDABLE REQUISITOIRE DU
DR. PHILIPPE HAMEL CONTRE LE REGIME
"TASCHEREAU-GODBOUT".

LISEZ CES FAITS AVEC UNE INTELLIGENCE LIBRE
DE TOUT ESPRIT DE PARTI.

PERISSENT LES PARTIS, S'IL LE FAUT,
MAIS SAUVONS LA PROVINCE!

Mesdames, Messieurs,

Celui qui, toute sa vie, s'est tenu au-dessus de la mêlée électorale et qui, un jour, pour des raisons d'ordre supérieur, participe ouvertement à des luttes politiques, ne tarde pas à constater combien certaine littérature et certains discours destinés à éclairer l'intelligence des électeurs, ne sont qu'une bouillie de sophismes, de mensonges, assaisonnée de vérité.

Quelle triste comédie que de se moquer aussi cyniquement du peuple !

Quel crime que d'exploiter ainsi la crédulité des foules !

LES NEO-POLITICIENS

Ne confondez pas le politicien avec le politique. Le premier personifie l'égoïsme, et le second, l'altruïsme. Le politicien, on l'a dit, veut savoir ce que le peuple fera pour lui, tandis que le politique cherche à connaître ce qu'il pourra accomplir pour venir en aide aux autres. Le peuple se laisse facilement prendre, pendant un certain temps, aux appâts du politicien, mais vient un jour où, las de souffrir, il se tourne vers des chefs imbus d'idéal et de patriotisme .

Voyez nos politiciens d'aujourd'hui, voyez ces prétendus hommes nouveaux. Hier encore, ils siégeaient avec des faussaires; ils

ont voté des lois méprisables. — qu'ils promettent aujourd'hui d'abroger, tant ils en ressentent l'odieux; — ils se sont accrochés au pouvoir au temps où il était officiellement connu que les listes électorales, dans les grands centres avaient été préparées dans la fraude et le parjure; ils ont même voté contre la punition des coupables et voulu la continuation de méthodes électorales honteuses et menaçantes pour l'ordre social.

Ils ont emprunté, par simple arreté ministériel et à l'insu du peuple, une somme de vingt-cinq millions, un mois avant les dernières élections. Puis, ils ont préféré la dissolution des chambres, plutôt que de rendre compte d'un tel emprunt contracté en des circonstances aussi louches.

L'HYPOCRISIE DU REGIME

Nous leur parlons des scandales révélés à l'enquête des Comptes Publics... ils nous accusent de prendre plaisir à salir les autres.

Nous traquons les pilleurs des deniers publics, sans pitié comme sans malice, . . . ils nous reprochent d'accomplir un travail destructif.

Nous voulons connaître la vérité... ils l'étouffent, puis viennent nous promettre une méthode à eux de mieux dévoiler les turpitudes du Régime dont ils ont fait partie.

Nous avons convaincu leurs amis de vol, de parjure, de faux, et pendant que nous travaillions à en établir la preuve, eux multipliaient leurs efforts pour nous empêcher de la compléter. Aujourd'hui, ils nous promettent une Enquête Royale devant une commission, tribunal devant lequel il faudra porter des accusation et où une enquête deviendra impossible. Au Comité des Comptes Publics, nous pouvions rechercher les coupables sans les connaître; devant une Enquête Royale, il nous faudra les désigner au préalable et préciser l'accusation avant de les faire comparaître. Saisissez-vous l'importante différence? . . . Comprenez-vous l'insistance de M. Godbout et de ses amis pour une Enquête Royale?...

La meilleure preuve que toutes ces promesses d'enquêtes constituent une nouvelle comédie pour se payer la tête de l'électorat, c'est que M. Godbout promet de punir les employés civils qui ont manqué au serment de discrétion. M. Godbout et ses collègues sont indignés à la pensée que des employés civils consciencieux aient pu nous dire qu'en tel département, on volait, et que dans tel autre, il se commettait des actes révoltants contre la justice. —M. Godbout, croyez-vous avoir le pouvoir de lier les consciences ici-bas, pour la protection du mal?... Croyez-vous en assermentant un employé, l'obliger à taire les abominations commises par un gouvernement malhonnête? . . .

M. Godbout, si vous voulez le respect du serment, punissez donc les parjures de l'enquête au Comité des Comptes Publics; punissez les parjures qui ont inscrit de faux noms sur les listes électorales, mais ne touchez pas aux employés honnêtes, révoltés à la vue de certains scandales que votre gouvernement a grand intérêt à tenir caché. Ces bons serviteurs du public veulent nous renseigner. Et c'est leur devoir qu'ils accomplissent.

M. Godbout, le peuple verra, le 17 août, à réduire votre puissance à zéro, et il élira des gens disposés à récompenser les employés honnêtes qui défendent la société contre des administrateurs sans scrupule.

LEUR PRETENDUE DIGNITE

Les hommes nouveaux prétendent faire une lutte digne, mais ils insultent, à plaisir, un maire honnête et respecté, et vont jusqu'à jeter l'injure au représentant du roi en l'accusant de parti-sannerie politique.

Pour une fois, le Régime est contrarié dans ses vues par le lieutenant gouverneur, et tout de suite il se trouve un ministre pour lui lancer publiquement l'injure. Ces gens boulonnés au pouvoir sont tellement habitués à tout soumettre à leur volonté, qu'ils ne peuvent supporter que le représentant du roi ne leur permette pas la continuation du gaspillage illégal des deniers publics.

Oh! douce sérénité d'un régime capable d'abominations sans nom.

Tes amis peuvent nous trouver sévères à ton endroit, Régime moribond, mais qu'elle ne sera pas leur surprise, ces honnêtes gens qui t'estiment encore dans leur aveuglement politique, quand s'étalera au grand jour tout ce dont tu es coupable? . . .

Il existe un calme voulu par la tactique, un calme sous lequel se dissimule une rage, une furie mal contenue. . . . c'est votre calme, messieurs du Régime. Votre rage, vous l'avez laissée poindre en insultant le Gouverneur qui vous a jugé comme le peuple vous jugera, à son tour, le 17 août prochain.

LA VERITE CONTRE LE MENSONGE

Maintenant, puisque devant le peuple, on bafoue sans cesse la vérité et que l'on tente encore d'empoisonner l'opinion publique, permettez que je place devant vous des faits irréfutables qui, en dépit de tous les discours, demeurent des points de repaire pour l'opinion incéce.

En novembre dernier, j'ai porté, vous vous le rappelez peut-être de graves accusations contre le Régime. Et vous vous souvenez que l'on m'avait laissé savoir que j'aurais à prouver ces accusations en Chambre. "Il était facile, à la radio, de lancer des injures,, me disait-on, mais, sur le parquet de la Chambre, vous aurez à les prou-

ver, sans quoi vous devrez démissionner."

J'ai répété, Mesdames, Messieurs, sur le parquet de la Chambre, en présence de M. Tascheureau et de plusieurs ministres qui, aujourd'hui, réclament votre confiance, les accusations que j'avais portées publiquement avant l'élection. Pas une seule n'a été relevée; pas un ministre n'a bougé, tous ils ont encaissé comme des coupables et se sont plaints, par la suite, que nous les injurions. N'est-ce pas une preuve éclatante que mes accusations étaient fondées? A elles seules, ces accusations étaient d'une nature telle que, dans un pays où l'opinion publique aurait été le moindre-ment éveillée, elles eussent suffi pour entraîner la démission d'un Ministère. Mais, hélas! chez nous l'esprit de parti aveugle tant de victimes.

Depuis lors, Mesdames, Messieurs, vous avez vu toute une série d'accusations encore plus formidables qui découlent de l'enquête si subitement interrompue au Comité des Comptes Publics, enquête si admirablement conduite par notre chef Maurice Duplessis. Ces accusations pèsent lourdement sur le Régime dont M. Godbout, plusieurs de ses collègues et la majeure partie des candidats ministériels faisaient partie. Vous les auriez crus incapables de venir solliciter la confiance du peuple, tant ils étaient couverts de honte. Mais ils ont toutes les audaces. A défaut du bill DILLON,

cette fois, pour se blanchir, ils déclarent simplement qu'ils tournent le dos au passé, qu'ils sont des hommes nouveaux. Les anciens ministres qu'ils n'osent pas accepter tout de suite dans le ministère, ils leur conseillent de se présenter comme simples députés et leur promettent un des deux ou trois ministères détenus par certains ministres.

Pourquoi ne prennent-ils pas M. Alexandre Taschereau dans leur cabinet? N'est-il pas aussi disposé qu'eux à tourner le dos au passé et à se dire un homme nouveau?... Combien en trouveriez-vous à Bordeaux ou à St-Vincent de Paul qui ne seraient pas disposés à tourner le dos au passé si l'on voulait leur accorder des postes de confiance dans la société et les accepter comme des hommes nouveaux.

NOTRE PROGRAMME

Depuis novembre 1935, nous offrons au peuple un programme très élaboré. Les néo-politiciens du Régime Taschereau-Godbout empruntent à ce programme tout ce qu'ils crient de nature à leur attirer des votes, puis, une fois largement servis à même notre bien, ils nous reprochent de ne pas avoir de programme, de n'être que des destructeurs.

Rappelez-vous une chose, Mes-

dames, Messieurs, c'est qu'un des principaux mouvements de restauration sociale en cette province a été la préparation d'un programme par l'Ecole Sociale Populaire. Or, tous les membres, sans exception, qui ont participé à ce travail de restauration sociale, s'occupent activement avec nous de la présente lutte ou bien nous accordent leur appui moral. De plus, le programme accepté lors de la formation de l'UNION NATIONALE, est basé sur ce programme de restauration Sociale et demeure celui que nous allons mettre à exécution après le 18 août prochain. Si, comme le voudraient certaines gens, nous discussions exclusivement notre programme devant le peuple, sans promener un peu de lumière sur une minime partie des scandales commis, nous permettrions au Régime Taschereau-Godbout - Bouchard d'être sur un pied d'égalité avec nous. Quand un gérant a laissé piller le trésor de la compagnie dont il avait en mains l'administration; quand il a donné de faux rapports et ruiné l'entreprise qu'on lui avait confiée, il n'est plus question de le consulter sur sa manière d'administrer ni sur ses projets d'avenir. Ce gérant malhonnête ne discute plus d'élaboration d'un nouveau programme avec ses patrons. Il est soumis à

une enquête, et, s'il veut garder la clef du coffre-fort pour empêcher que l'on consulte les livres, on la lui arrache et on le met à la porte.

C'est le rôle que nous nous appliquons à jouer. Nous voulons que le peuple comprenne ce qu'a été ce régime et qu'il saisisse bien tous les moyens détournés qu'emploient les responsables pour distraire l'attention du public et calmer son indignation. Nous voulons que le peuple sache que le Gouvernement Taschereau, le Général qui sont en somme, de la chose publique, ont été malhonnêtes.

Ceux qui en ont été les complices plus ou moins conscients voudraient bien que l'on ne discutât pas les méfaits. Ils se sentent dis leur honte ou leur rage. Ils ont de la honte sur un ton serein, pour cacher posés à parler d'un plan constructifs beaux édifices à vous montrer sur le papier, ils sont des constructeurs dans l'abstrait pur faire oublier les ruines réelles accumulées par un gouvernement prévaricateur. varicateur.

L'électorat, je vous le répète, entend les affirmations les plus contradictoires, mais il est des choses qu'il connaît aujourd'hui et que pas un politicien ne peut contredire. Voyons où sont les démolisseurs et les véritables constructeurs.

AGRICULTURE

Aujourd'hui, l'on affirme que En 1929, PERRON disait: l'"A-

griecture est dans le marasme". quarante pour cent des cultivateurs sont réduits à la faillite.

Quelle belle oeuvre due à l'esprit constructif du Régime !

De 1921 à 1931 (**Le Devoir 12-11-35**), le nombre de fermes a diminué de 1,661.

Quelle belle oeuvre au crédit du Régime! . . .

La superficie ensemencée, en 1921, était de 8,051,989 acres. En 1932, elle n'est plus que de 5,681,062 acres. Et cependant la superficie des fermes s'était accrue, pendant cette même période, de 496,290 acres.

La superficie cultivable augmente pendant que celle ensemencée diminue de façon alarmante.

Quelle belle oeuvre de reconstruction!

CHOMAGE

Soixante mille jeunes gens sont dans l'oisiveté, faute d'emploi.

Quelle magnifique travail constructif !

—Ah! nous répondra-t-on, c'est la crise. — Comment, c'est la crise? Nous les aurions eu depuis longtemps ces soixante mille chômeurs, si, autrefois, le Gouvernement américain, avait, comme aujourd'hui, fermé sa frontière. Nos gouvernants ont laissé une large partie de notre jeunesse émigrer vers le Sud et l'Ouest, tous les ans, parce que nous n'avions pas prévu à établir ces fils de cultivateurs sur des terres nouvelles. Le Gouvernement a laissé ces larges sai-

gnées se faire, chaque année, dans les rangs de notre population, parce qu'il n'a jamais compris l'importance de garder chez nous les nôtres.

Oeuvre de construction splendide !

ELECTRICITE

Nous vivons au siècle de l'électricité. Tous les pays progressifs s'intéressent vivement à ce problème. Ici, on favorise un monopole qui tue le progrès. Chez nous, 47,853 cultivateurs sont dans l'impossibilité de bénéficier des avantages de l'électricité, et, sur 92,235 cultivateurs qui pourraient électrifier leurs fermes, vous n'en comptez que 16,726 qui se permettent le luxe extravagant, en notre province, d'utiliser le fluide électrique quand il passe à proximité de leur demeure.

Oh ! progrès mirobolant ! . . .

LA BEAUHARNOIS

Régime protecteur des trusts tes œuvres te trahissent tous les jours.

Quand le canal de la Beauharnois a été loué pour la première fois à la famille Roberts, il a été mis comme condition par Sir Wilfrid Laurier que, le jour où ce canal tomberait entre les mains de la Montreal Power, tout serait confisqué en faveur de l'Etat, les centrales électriques aussi bien que le canal lui-même. Et vous, Régime de monopoleurs, vous avez favorisé la création de la Beauharnois et vous avez permis qu'elle passât entre les mains de la Montreal Power. Crime contre

la société. Les monopoleurs sous votre régime, ont, sans cesse, pris une ampleur désespérante.

Et un des gestes les moins rassurants que vient de poser la Commission de l'Electricité, la fameuse commission destinée à protéger le peuple, a été d'autoriser l'échange des obligations de la Beauharnois pour celles de la Montreal Power, c'est-à-dire que l'on permet la fusion de la Beauharnois avec la Montreal Power, Une fois de plus, c'est le peuple mis sous la férule de ce monopole exploitateur.

Eh! bien, Mesdames, Messieurs, le 18 août, nous serons au pouvoir, et le jour ne tardera pas après notre arrivée sur la colline parlementaire, pour que la Beauharnois devienne propriété de l'Etat. La Beauharnois, c'est la plus puissante source d'énergie hydraulique au monde; c'est une richesse qui appartient au peuple, et nous ne permettrons pas que l'on continue de commettre les erreurs passées, en cédant pour toujours, à des particuliers, des richesses d'une telle nature. Ces richesses resteront la propriété du peuple et seront exploitées pour le peuple, entendez-vous, Messieurs les monopoleurs Vous allez faire à votre humble serviteur une lutte de corsaire, dans la division de Québec - Centre, mais je vous défie,.... le peuple de Québec-Centre voit clair, vos moyens de voler les élections il les connaît. De plus, l'opinion publique est éveillée, et elle veut en finir avec des gouvernants acoquinés aux trustards,

vous en aurez une preuve non équivoque aux urnes, le 17 août prochain.

LEURS OEUVRES

Nous avons eu une politique de laisser-faire, politique qui consiste à retirer le plus d'argent possible du peuple de façon à engraisser le plus grand nombre d'amis du Régime et de se maintenir indéfiniment au pouvoir.

Oeuvre de construction!

COLONISATION

On a réduit les budgets de la Colonisation, pendant quatre ou cinq ans, et, parce qu'il s'est levé un groupe de citoyens prêchant la nécessité de la Colonisation, immédiatement le Régime a décrété qu'il tiendrait un grand congrès. C'est la méthode du Gouvernement quand il est alerté par l'opinion publique, il annonce immédiatement des congrès. Une fois, c'est le congrès de l'Agriculture ; une autre, c'est le congrès de la Colonisation; maintenant, on annonce celui des éducateurs. **A quand le congrès des voleurs et des parjures?.....** . Le Gouvernement en réunirait sûrement plus qu'il n'a eu de jeunes gens à son congrès de la jeunesse libérale à Sherbrooke, ces jours derniers. Véritable fiasco. La jeunesse veut, c'est évident, imiter ses maîtres en politique. Les grands hommes nouveaux tournent le dos au passé, et la jeunesse, elle, voudrait aussi

tourner le dos aux néo-politiciens. Malheureusement, ces derniers n'ont qu'un dos et il est déjà occupé à renier leurs amis d'hier.

Le Régime, sentant l'approche des élections, a voté, en 1934, dix millions pour la Colonisation. A peine a-t-on établi avec cette somme colossale trois ou quatre mille colons qui vivent à peu près tous, aujourd'hui, sous le régime des secours directs. On a jeté des colons à droite et à gauche, en pleine forêt, sans leur préparer, à l'avance, des chemins de pénétration. On les a conduits sciemment à la misère la plus profonde.

Quelle oeuvre de construction!...

C'est la méthode nouvelle, l'on commence à construire par le toit: on place les colons avant d'ouvrir des chemins. Il fallait se hâter, les élections s'en venaient. Aujourd'hui, ils ont ainsi engagé dans ce travail de Colonisation à rebours, plus de onze millions de dollars.

Dans le discours du budget lu au mois de mars dernier, il n'était nullement question d'une somme supplémentaire pour la Colonisation, au contraire on avait diminué le budget normal. Le Gouvernement se croyait en place pour cinq ans. Mais ses calculs sont déjoués. Le Régime ne peut plus tenir, il croule dans la boue. Force lui est de se présenter de nouveau devant le peuple. Alors, M. Godbout se ravise et il annonce qu'il votera cinq millions pour la Colonisation.

Quelle oeuvre de construction!...

Au mois de mars, il n'en était pas question, la Colonisation devait marcher au ralenti; mais en juin, il faut l'intensifier, il faut gagner des votes.

En mars, indifférence pour le colon.

En juin, vif intérêt pour le colon.

En mars, aucune prime promise sur le beurre. Cette prime que nous promettions l'an dernier et que M. Damien Bouchard qualifiait comme la méthode de corruption la plus basse qu'il avait encore vue, aujourd'hui, c'est M. Bouchard et M. Godbout qui la promettent. Elle n'est plus un objet de scandale, parce que cette prime ne se paiera que durant les mois d'hiver. Nous, nous la promettons pour les douze mois de l'année. Est-ce cela qui scandalise M. Damien Bouchard ?

En mars, on ne promettait aucune prime de défrichement et de labour; aucune prime d'épierrement; aucune prime pour le drainage des terres; aucune prime pour améliorer le logement salubre des pourceaux.

En juin, toutes les mesures deviennent d'une nécessité urgente. Ne cherchez pas de prime pour la réfection des taudis. L'homme fait à l'image de Dieu aura droit à des conditions de vie convenables, après les pourceaux. Le Gouvernement veut l'amélioration des porcheries, mais il n'a pas un centin pour améliorer les conditions de

vie dégradantes imposées à une trop grande partie des nôtres.

Oeuvre de construction: améliorer les porcheries et laisser l'homme et sa famille périr dans un taudis!

En mars, on promet un bureau de placement pour les jeunes; tout le monde a compris la farce et le Gouvernement n'en parle plus en juin..

Et voici que forcé de réapparaître devant le peuple, le Gouvernement veut faire oublier l'humiliation où l'enquête des Comptes Publics l'a plongé, et il se présente devant les électeurs comme un bon père Noël, les bras chargés d'étrennes, de petits jouets de fer-blanc bien peints, bien dorés, qui ne durent, entre les mains des enfants, bien souvent que l'espace d'un matin.

M. Godbout croit que le peuple vivra indéfiniment d'espoir, de promesses et de bouts de chemin.

Attendez la réponse que l'électorat donnera le 17 août, à ces promesses accumulées en vue d'étouffer une enquête approfondie sur une administration canaille. Je pèse mes mots.

Voici, Mesdames, Messieurs, des faits qui vous crévent les yeux, des faits qu'aucun discours politique ne peut changer. La classe moyenne et la classe riche ne peuvent ignorer ces faits, elles en ont trop d'exemples sous les yeux. La classe pauvre, comment pourrait-elle les ignorer, quand elle les a vécus et en a souffert profondément.

Dans les villes, voyez le chômage et sa persistance due à une crise préparée de longue main par un régime appauvrisseur des masses populaires. La crise n'est rien autre chose que le résultat d'une mauvaise administration de la chose publique. Quand un Etat s'est livré aux puissances d'argent et qu'il a laissé les monopoles drainer vers eux tout l'argent du peuple; quand un Etat a permis à des courtiers sans scrupule de parcourir tous les coins et recoins de la province pour vendre aux épargnants des titres sans valeur,... la fin ultime, inéluctable d'une telle administration, c'est l'appauvrissement général des masses et la centralisation de la richesse dans les mains de quelques-uns. Si la crise est universelle, c'est parce que, universellement, le même Régime a plané sur cet univers, et l'"Encyclique Quadragesimo Anno" s'adresse à nous tout aussi bien qu'aux autres pays, précisément parce que le mal est général.

En mars, il n'était nullement question du salaire minimum de la conversion des dettes des municipalités à un taux d'intérêt inférieur.

Aujourd'hui, parce que le Gouvernement se présente devant le peuple, il est de nouveau question du salaire minimum. Et l'on promet la conversion des dettes des municipalités en faillite. Par conséquent, les municipalités, pour être soulagées du fardeau qui les accable, devront d'abord passer par la faillite.

Oeuvre de construction ! . . .

La conversion des dettes et la réduction des taux d'intérêts sur les hypothèques s'imposent au premier plan. Et cela, non seulement dans l'intérêt des débiteurs, mais surtout dans l'intérêt des créanciers. Ceux qui possèdent du capital, s'ils ne consentent, de bon gré, des sacrifices pour aider à soulager la misère des autres, se réveilleront, un jour qui n'est peut-être pas très loin, dépouillés de tout leur avoir ou d'une large partie.

L'OISIVETE DES CHOMEURS

Il est incompréhensible que des gens un tant soit peu avertis, aient abandonné à l'oisiveté les chômeurs de cette province.

Dans le discours du Trône, on laissait entendre que le Régime des Secours Directs et de l'oisiveté continuerait, mais devant nos protestations, on a compris qu'il fallait, de toute nécessité, remettre les chômeurs à l'ouvrage. Cependant, l'on ne saisit pas encore dans quelle position physique et morale on a plongé toute cette classe ouvrière, puisque l'on décrète que, du jour au lendemain, tous devraient se remettre à l'ouvrage. Il faut, de toute nécessité, employer des chômeurs à des travaux utiles et se garder, sous prétexte de leur faire gagner leur alouance, de les occuper à des travaux **banaux** et sans réelle utilité. Il faut redonner à cette classe ouvrière, le goût du travail et, pour cela, il importe, avant tout, de l'occuper à une tâche intelligente

et nécessaire, ainsi l'ouvrier s'intéressera à l'oeuvre qu'il accomplit et il finira par aimer de nouveau le travail. Nous avons toute une rééducation à faire, pour une large partie de nos pauvres chômeurs. De plus, si nous ne les employons pas à des travaux réellement productifs et utiles, nous continuerons de nous acheminer, non pas lentement, mais avec rapidité vers une grande catastrophe: la ruine totale de la société, sa ruine morale et financière.

Montrez-nous donc où sont les constructeurs, dans ce gouvernement d'aveugles.

Voyez nos pêcheurs de la Gaspésie; voyez nos ouvriers des grandes villes; voyez nos agriculteurs, nos colons, nos petits industriels, nos professionnels. Ah ! Quelle oeuvre de construction!... Tous, ils s'acheminent — s'ils n'y sont déjà rendus — vers la ruine et la déchéance

Est-ce oeuvre de construction ou de destruction ?

Voyez la pénétration de l'immoralité dans toutes les couches de la société. Voyez le peu de collaboration que le Gouvernement a donné à l'Eglise pour empêcher que l'on déchristianise cette province et qu'on lui donne une figure de terre payenne. Questionnez les éducateurs, questionnez les prêtres et demandez-leur à quel degré de corruption ils sont ren-

du certains éléments de la société.

Qu'avez-vous fait, vous, gouvernants, vous, grands constructeurs, qu'avez-vous fait pour inculquer le respect du prêtre, le respect de l'autorité ecclésiastique, le respect du dimanche?

Sont-ce vos paroles méprisantes lancées à l'autorité religieuse ou votre critique acerbe de la presse catholique, cette presse qui a été l'âme salvatrice de cette province, qui a donné à ce mouvement de restauration, une telle ampleur?...

Grands constructeurs d'une presse perfide, pourvoyeurs de fonds à une presse anticléricale, vous avez subventionné des journaux qui ont mangé du prêtre, qui ont calomnié ce que l'on a de meilleur dans la société.

Grands constructeurs, vous vous êtes entourés d'incroyants ou de dénigreur sournois, pour chanter les louanges du Gouvernement. Vous vous êtes associés à des maîtres chanteurs pour attaquer vos adversaires et salir des réputations qui valaient cent fois les vôtres.

Grands constructeurs, édificateurs de misère et de scandales !

Tout ceci, je le dis sans haine mais je le dis avec une indignation profonde. Le Gouvernement Taschereau-Godbout est issu d'un Régime coupable, du Régime le

plus infâme de notre histoire. Il est l'héritier d'un régime qui a commis l'iniquité sous toutes ses formes.

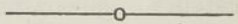
Alors que vous étiez ministre, M. Godbout, sous le Régime Taschereau, des ordres en conseil faux à leur face même, ont été ratifiés pour cacher un favoritisme scandaleux et faire perdre à la province des sommes importantes. Qu'en dites-vous, M. Godbout?... Si vous niez, je prouverai et alors ? Aurez-vous l'audace de rester à votre poste pour rechristianiser ? Si vous admettez le bien fondé de l'accusation, punirez-vous tous les coupables ? Que ferez-vous de votre propre cas ? Comme Ministre, vous êtes solidaire des canailleries commises par le Conseil des Ministres. — Vous contenterez-vous de tourner le dos au passé une fois de plus ?

Régime de grands constructeurs, Régime qui prétend tenir devant l'opinion une attitude sereine, tu veux endormir l'opinion publique ; tu veux te présenter comme un doux, un pacifique, mais tes griffes, tu sais les sortir dès que ta crainte de l'électorat est disparue. Patte de velours, en temps électoral, mais griffes de loup, une fois au pouvoir.

Amis des monopoles, régime trustard, tu restes ce que tu as étéun régime destructeur.

Nous, nous serons les constructeurs qui détruiront d'abord les organisations qui nous oppriment. C'est la première manière de construire. Et quand nous ferons des oeuvres, nous les commencerons par la base et non par le sommet. Pour la construction d'un bel édifice sur l'emplacement d'un taudis, il importe d'abord de jeter les vieilles murailles à terre. Quand on veut épurer un régime de mauvais administrateurs, on recherche les coupables pour les punir et donner un exemple à la société. C'est l'A. B. C. de l'administration de la justice. Aucune amélioration possible sans mettre au premier plan: Justice et Charité.

Donnons justice au peuple, et alors la charité trouvera un champ propice à son expansion si nécessaire dans la vie d'une société chrétienne. Alors, les diverses classes se remettront à la besogne dans une belle harmonie, condition première pour la vie heureuse d'un peuple et pour le retour à une saine prospérité.



régime
as été

instru-
si les
iment
de
verons
empe-
par le
d'un
d'un
jeter
terre.
régime
on
r les
à la
dimi-
ne a-
estre
part-

et
amp
ces-
tété
res
gne
di-
ou-
r à

BNQ



C 000 313 815